

# L'Ukraine : entre nationalisme pro-russe et pro-européen (2019)

P1 : Introduction

P2 : Présentation géographique et historique (avant 1991)

P3 : L'indépendance de 1991 (rupture avec la Russie)

P4 : La Révolution Orange (novembre 2004).

P5 : Sous Iouchtchenko (pro-européen)

P6 : Sous Ianoukovitch (pro-russe)

P7 : La Révolte de Maïdan ou l'Euro-Maïdan de 2014 et ses conséquences

P10 : Le « dédagisme » politique en Ukraine (2019)

P11 : CARTE UKRAINE (Monde diplomatique Avril 2014)

## Introduction

La crise actuelle ukrainienne se matérialise par une guerre civile dans le Donbass (région située à l'Est du pays) qui oppose l'État ukrainien à deux régions sécessionnistes constituées en République, La République Populaire de Donetsk (RPD) et la République Populaire de Lougansk (RPL) unie au sein d'une confédération nommée La Nouvelle Russie. Ce conflit commencé en mai 2014 a fait plus de 13000 morts (Monde diplo mai 2019) et déplacé 2,5 millions de personnes (Le Monde Avril 2019). Il est à l'heure actuelle non résolu même si les affrontements armés ont diminué en intensité. Une des raisons majeures de la prolongation de ce conflit est le nationalisme des deux parties. Le pouvoir ukrainien ayant fait de cette guerre un moyen pour canaliser le nationalisme le plus dur issu de la révolte de la place Maïdan (fin 2013-début 2014) et la partie adverse développant un nationalisme pro-russe. Si sur le papier, l'armée ukrainienne renforcée par des milices nationalistes portaient vainqueurs, sur le terrain les deux régions sécessionnistes ont reçu l'appui militaire de la Russie. C'est cette aide de la Russie qui se matérialise militairement mais aussi économiquement qui a inversé le rapport de force et permis aux deux Républiques de se constituer (même si la Russie ne les reconnaît pas officiellement comme d'ailleurs aucun autre pays du monde) privant ainsi l'État ukrainien d'une de ces régions les plus riches en minerai et en industrie. C'est même cela le fond de la politique russe de Poutine, affaiblir l'État central ukrainien pour le pousser à s'allier avec la Russie. Depuis son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine a cherché à faire revenir l'Ukraine dans le giron russe en cherchant à influencer, notamment, les différentes élections afin que soient élu des dirigeants ukrainiens pro-russes. Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, on peut résumer ainsi les choses pour la période de 1991 à 2014, c'est que l'Ukraine a été le terrain d'affrontement politique et économique de la Russie et des puissances occidentales (Europe et États-Unis). Les différentes alternances politiques des dirigeants ukrainiens à la tête de l'État ont reflété cet affrontement indirect. Mais en 2014, après l'éjection des dirigeants pro-russe suite la révolte de Maïdan à Kiev, La Russie passe à l'offensive militaire en annexant la Crimée où stationne la flotte russe de la Mer Noire à Sébastopol et en soutenant les sécessions des deux républiques du Donbass. La réponse de l'Europe ne sera pas militaire mais déploiera tout un ensemble de sanctions économiques contre les intérêts russe tandis que les USA en

s'associant aux sanctions économiques européenne, fournit du matériel militaire moderne (voir les dernières livraisons de missiles à l'État ukrainien en septembre 2019). C'est donc en ayant en vue cette situation d'aujourd'hui que l'on va tenter de voir les différentes conditions qui y ont menées.

## Présentation géographique et historique (avant 1991)

L'Ukraine d'aujourd'hui est un pays de 560 000 km<sup>2</sup> peuplé de 42 millions d'habitants (estimation puisqu'aucun recensement depuis 2001). La Crimée (République de Crimée) annexée par la Russie fait 27000 km<sup>2</sup> et compte 2 millions d'habitants. La région du Donbass fait 16000 km<sup>2</sup> et compte 4 millions d'habitants qui se répartissent entre les deux Républiques séparatistes. La population se compose suite aux différents bouleversements historiques dûs aux deux guerres mondiales, à la Révolution Russe, aux différentes invasions aux cours des siècle de deux populations majoritaires que sont les ukrainiens (77%), les russes (17%). La population russe se trouvant majoritairement dans le sud du pays. Mais il y a aussi d'autres minorités tel que les Tatars, les cosaques, les hongrois, roumains, polonais. Les deux grandes langues parlées sont l'Ukrainien et le russe par plus de la moitié de la population. La religion est chrétienne orthodoxe à 80 % et catholique à 11 % notamment à l'ouest (Pologne).

Historiquement un État de Kiev fut fondé au X<sup>ème</sup> siècle et est considéré comme le berceau de la civilisation slave par tous les dirigeants russes qui se succéderont au pouvoir en Russie et ce jusqu'à aujourd'hui avec Poutine. Mais, cet État ne résiste pas à l'invasion des Tartares en 1240. Ensuite, la région de l'Ukraine actuelle fut partagée entre les différents empires Austro-Hongrois, Ottomans et bien sûr tsaristes à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Elle est alors appelée la « Petite Russie ». A la Révolution Russe de 1917, l'Ukraine est le théâtre de combat et d'affrontement entre les Blancs du général Denikine alliés aux pays capitalistes qui combattent contre la Révolution bolchevique. Les Bolcheviques finiront par l'emporter, la population paysanne ukrainienne ne soutenant pas les propriétaires terriens liés aux Tsars. L'Ukraine va donc être une des quatre Républiques fondatrices de L'URSS en 1922. Sous Staline, au début des années 30 l'Ukraine va subir la collectivisation forcée qui va conduire à une gigantesque famine où vont mourir des millions de paysans. Cet évènement appelé actuellement l'HOLONAMOR est considéré comme un génocide organisé par Staline contre le peuple ukrainien par les dirigeants actuel ukrainien pro-occidentaux et utilisé dans la propagande nationaliste contre la Russie.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, l'Ukraine fût dans sa totalité un terrain de l'affrontement entre les troupes de l'armée Rouge et les troupes allemandes d'Hitler. La barbarie nazie contre les civils et les combat firent 8 millions de victimes. Pendant la guerre, un mouvement nationaliste, L'Armée insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) se constitue dans l'ouest du pays. Elle est dirigée par Stépan Bandera. C'est un mouvement fasciste qui collabore avec les Nazis, assassine les juifs et les polonais. Il s'oppose ensuite à l'Armée Rouge jusque dans les années 50. Pourtant ce Stépan Bandera est aujourd'hui devenu un personnage que les dirigeants ukrainiens pro-occidentaux ont réhabilité en tant que héros national ayant combattu l'oppression de Moscou mais en mettant de côté sa collaboration avec les Nazis.

A la fin de la guerre, des bouts de territoires polonais, slovaque, hongrois roumains sont intégrés par Moscou à l'Ukraine. La Crimée qui faisait partie de la République russe est donné à l'Ukraine en 1954 par Kroutchev. A cette époque, ce don de Moscou n'a pas une importance fondamentale puisque le bloc soviétique dirigé par Moscou est suffisamment

solide pour ne pas être inquiet pour sa flotte présente en masse dans le port de Sébastopol. Il en sera autrement lors de la dislocation de l'URSS en 1991.

Malgré la dévastation du pays, la reconstruction du pays s'effectue à pas de géant. En quelques années, l'Ukraine va devenir fondamentale dans l'économie planifiée soviétique. A la veille de la dislocation de l'URSS en 1991, elle fournit 1/6 du produit national de l'URSS : 35% de l'acier, 46% du fer, 20% des céréales, 23% du lait, 25% de la viande. C'est considérable par rapport à ce qu'est l'économie ukrainienne est devenue aujourd'hui

## L'indépendance de 1991 (rupture avec la Russie)

En 1991, c'est la fin de l'URSS qui se disloque. L'indépendance de l'Ukraine est approuvée par référendum le 1<sup>er</sup> décembre 1991 (90,3% de oui). Leonid Kravtchouk est élu président le jour même et fait du retour au sein de l'Europe l'une de ses priorités de politique étrangère. A l'image des autres pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie etc.), c'est la rupture définitive avec la Russie qui est à l'ordre du jour. En 1993, les pourparlers s'engagent avec les instances européennes. En 1994, l'Ukraine est le premier pays issu de l'URSS à signer un accord de partenariat et de coopération (APC) avec Bruxelles. Ces accords consistent en une aide économique et politique pour soutenir le passage à l'économie de marché (la marche vers le capitalisme) et soutenir la consolidation démocratique. L'Ukraine devient membre du FMI, de la Banque Mondiale et de la BERD (Banque Européenne pour la reconstruction et le développement). Les prêts en milliards de dollars affluent pour démembrement l'ex-économie planifiée. Le résultat en sera l'apparition d'une caste d'oligarques constituée d'anciens bureaucrates de l'administration soviétique transformés en hommes d'affaires qui vont se constituer d'immenses fortunes en rachetant pour des prix dérisoires à l'État Ukrainien les mines, les terres, les usines. Cette caste accèdera aux hautes fonctions publiques, leur permettant ainsi de s'attribuer les entreprises privatisables et pouvoir capter les milliards du FMI et consort. Pour le peuple, c'est d'une autre histoire qu'il s'agit. Le chômage était quasiment inconnu avant 1991, Mais il est certains qu'il est de masse après 1991. Suivant le monde Diplo, il y avait en 1997 plus de 20% de chômeurs et le PIB aurait subi une chute de 50 % depuis 1991.

Aux élections de 1994, c'est Léonid Koutchma qui est élu à la présidence. C'est un ancien dirigeant de Parti communiste Ukrainien et ancien premier ministre du précédent gouvernement. Alors que son prédécesseur jouait sur une rupture complète avec la Russie, lui se fait élire avec l'idée qu'il faut continuer les privatisations, continuer le rapprochement avec l'Europe et les USA notamment en mettant en avant la volonté d'adhérer à l'Otan, mais aussi en disant que la rupture avec la Russie a été une erreur et que le déclin économique de l'Ukraine est dû à cette rupture. Durant son mandat de 1994 à 2005 (il est réélu en 2000), est réglé le problème de la Crimée et de la flotte de guerre qui y est présente. Un bail allant jusqu'à 2017 est accordé à la Russie pour bénéficier du port de Sébastopol. Si Koutchma joue le rapprochement avec la Russie, c'est qu'il sait que l'adhésion à l'Europe n'est pas jouée d'avance. Il joue donc sur deux tableaux. Son gouvernement apparaît aux yeux de l'opinion comme corrompu, les élections de 2000 de la présidence apparaissent comme truquée (bourrage des urnes) et Koutchma est impliqué directement dans l'assassinat d'un journaliste politique de l'opposition en 2000. Ces faits compromettants ralentissent le processus d'adhésion à l'Europe. C'est à la suite de cet assassinat que va apparaître un vaste mouvement de manifestation de masse « L'Ukraine sans Koutchma » qui jouera un rôle de répétition de la Révolution Orange de 2005. De plus son gouvernement est impliqué dans la

vente de système de radar militaire à l'Irak violant l'embargo de l'ONU. Bref, ses perspectives d'une adhésion à l'Union européenne s'éloignent de plus en plus. Mais Koutchma n'a décidément pas de chance car du côté de la Russie les choses sont en train de changer en ce début des années 2000. Depuis la fin de l'URSS en 1991, la Russie qui s'est donnée Boris Eltsine comme président, s'est lancée dans un vaste programme de privatisation provoquant un écroulement sans précédent de l'économie russe mais aussi du rôle politique de la Russie sur la scène internationale. De plus en 1998, la Russie est victime d'une grave crise financière dont à l'époque on se demande si elle s'en relèvera. Donc en 2000, l'administration Poutine arrive aux affaires en Russie et pour lui la Russie doit retrouver sa grandeur d'antan. Pour son administration, il n'est plus question de laisser l'Ukraine filer dans le camp des européens et des américains. C'est donc à partir des années 2000 que la Russie de Poutine va entrer dans le jeu politique et économique de l'Ukraine. De plus pour la Russie, il est hors de question que l'Ukraine adhère à l'OTAN et installe des missiles ou des système anti-missiles (L'Ukraine a refusé d'être une puissance nucléaire en 1991. L'arsenal nucléaire soviétique a été démantelé par la Russie en accord avec les USA) aux portes de la Russie.

## La Révolution Orange (novembre 2004).

Aux élections de novembre 2004, Léonid Koutchma ne pouvant se représenter, c'est son premier ministre sortant Viktor Ianoukovitch à la tête Du Parti des Régions qui fait figure de potentiel vainqueur. Celui-ci a la particularité d'être le représentant des intérêts du clan de Donetsk, c'est-à-dire les nouveaux capitalistes de la région du Donbass. Il est ouvertement soutenu par Vladimir Poutine qui se déplace en personne en Ukraine pour le rencontrer et soutient financièrement sa campagne. C'est donc le candidat pro-russe. L'autre potentiel vainqueur est Viktor Iouchtchenko à la tête du parti Bloc Notre Ukraine qui a été aussi ancien premier ministre du gouvernement précédent et Président de la Banque Nationale d'Ukraine. Le bras-droit de Iouchtchenko est Mme Iouila Timochenko dite « la princesse du gaz » car elle a fait fortune dans l'industrie gazière. L'Union Européenne ainsi que les USA soutiennent ouvertement Iouchtchenko.

Celui-ci en octobre 2004 est victime d'une tentative d'empoisonnement au dioxyde laissant son visage et son corps très abimé augurant ce que va être la suite du processus électoral. Les deux candidats sortent du premier tour pratiquement à égalité.

Mais, bien avant l'élection, tout un travail de préparation a été commencé par les partisans de l'Occident. Le journal *Le Monde Diplomatique* nous en donne le récit (janvier 2005). Le principe en est basé sur le fait que l'on a affaire à des régimes que l'on sait corrompus, sans guère de tradition démocratique, où les dirigeants sont assez habitués à des fraudes électorales.

Avec le soutien de certaines ONG (le National Democratic Institute, l'International Republican Institute, toutes deux présidées par la diplomate et femme d'affaires américaine Madelaine Albright), mais aussi d'organisations comme la Fondation Soros (millionnaire américain d'origine hongroise, ou encore l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), vous mettez en place suffisamment d'observateurs, de manière à pouvoir apporter des preuves indubitables d'une tricherie lors de l'élection. A ce moment-là, vous disposez de la complicité ou du moins de l'accord d'autres organisations, notamment dans le monde étudiant, pour se lancer dans une propagande de dénonciation, et inciter à des manifestations en vue de malmener le régime en place, et de donner une chance au candidat pro-occidental.

Cette stratégie a été gagnante dans trois anciennes républiques soviétiques, à Belgrade en Serbie en 2000, à Tbilissi en Géorgie en 2003. Il va en être de même en 2004 à Kiev.

Au deuxième tour le 22 novembre 2004, c'est donc Ianoukovitch qui sort vainqueur. La fraude est avérée dans de nombreux bureaux de vote par les observateurs de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Le résultat est donc contesté par les partisans de Loutchchenko, par les instances européennes et par l'administration américaine et la victoire de l'autre camp reconnu par Poutine. Les partisans de Loutchchenko se rassemblent alors en masse à Kiev sur la place Maïdan avec leur drapeau orange (plus de 100 000 personnes le premier jour). Cette mobilisation qui au début a un caractère partisan va s'amplifier et compter jusqu'à 500 000 personnes occupant Kiev. Les gens présents se mobilisent contre la fraude électorale et contre la corruption. Le mouvement va durer un mois jusqu'au troisième tour de l'élection (26 décembre 2004) recevant le soutien de la population de Kiev qui s'organisent pour apporter des vivres et des vêtements aux manifestants dans un froid glacial. Ianoukovitch qui est encore premier ministre à ce moment-là a le pouvoir de faire intervenir la police pour réprimer et dégager la place Maïdan mais il ne le fera pas (contrairement à 2014). Au sommet Union européenne/ Russie du 25 novembre 2004, est décidé d'annuler le deuxième tour et d'en faire un troisième sous surveillance. Et c'est donc ce même jour que la cour suprême d'Ukraine annule le deuxième tour puis Ianoukovitch reconnaît la fraude. Un troisième tour est donc prévu le 26 décembre et qui sera cette fois-là remporté par Loutchenko.

## Sous Loutchchenko

Entre 2005 et 2010, le pays va rentrer dans une instabilité politique. Dès le début du mandat du président des dissensions apparaissent avec la première ministre Louïla Timochenko, celle-ci l'accusant de ne pas vouloir revenir sur les privatisations des entreprises d'État acquises à des prix avantageux qui avait eue lieu sous la précédente présidence et l'accusant de collusion avec les oligarques et lui l'accusant d'être de connivence avec Moscou sur les accords gaziers signés, les considérant contre les intérêts de l'Ukraine. Les deux ayant sûrement raison sur ce qu'ils se reprochent. Le résultat va en être une instabilité politique et même une paralysie des institutions qui va voir le retour de Ianoukovitch comme premier ministre en 2006 après des élections législatives où le parti du président arrive en troisième position mais loin derrière le parti de Ianoukovitch et du parti de Timochenko. C'en est fini de la Révolution Orange et des espérances des manifestants qui voyaient la fin de la corruption et de la collusion des politiques et des oligarques.

Deux problèmes supplémentaires vont pourrir le mandat de Loutchenko. Tout d'abord les accords gaziers. En effet, l'Ukraine dépend pour sa consommation d'énergie du gaz russe de 60 à 65 % de sa consommation et de la rente dû au passage du gaz russe à destination de l'Europe. Des accords sur le prix du gaz dataient des années 90 et était favorable à l'Ukraine. Mais Poutine est décidé à revoir tout cela et ne plus faire de cadeaux au gouvernement ukrainien. Deux grandes crises gazières se produiront en janvier 2006 et janvier 2009 où Gazprom interrompra ses livraisons pour faire pression sur le gouvernement ukrainien (créant dans le même temps l'arrêt des livraisons à l'Europe). Celui-ci s'étant mis à siphonner le gaz à destination de l'Europe (80% du gaz russe à destination de l'Europe passait par l'Ukraine, actuellement la Russie fait circuler son gaz à destination de l'Europe par d'autres gazoducs). Et ensuite la crise financière de 2008 qui va emporter les banques

ukrainiennes et par effet domino les entreprises endettées auprès de toutes ces banques. Après une embellie de l'économie de 2000 à 2007, avec un taux de croissance annuel de 7%, en 2009 le PIB chute de 25%, les exportations de 25% et les importations de 40%. C'est une catastrophe pour la population. Le pays fait alors appel au FMI qui lui accorde une « aide » 16,4 milliards de dollars en novembre 2008, prêts qui se renouvelleront régulièrement au cours des années qui suivront. Le FMI impose dans les différentes mesures contre la population qui doit payer, la retraite qui doit passer de 55 à 60 ans (pour les femmes) et le doublement du prix de l'énergie conditions que le gouvernement n'appliquera pas. La politique extérieure du mandat de Ioutchenko a été tournée essentiellement vers l'Europe et l'adhésion à l'OTAN contre la Russie. L'Ukraine avec ses deux espoirs pensait ainsi pouvoir affronter la Russie comme on l'a vue dans la crise gazière ou bien lors de l'intervention russe en Géorgie en 2008, en soutenant le président géorgien, en lui fournissant de l'armement et en remettant en cause le contrat qui autorise le stationnement de la flotte russe à Sébastopol. Mais l'Europe elle-même empêtrée dans la crise financière n'a plus les moyens politiques et économiques de l'élargissement. De plus la position de l'Ukraine dans la crise gazière face à la Russie est vue par une partie des dirigeants européens comme irresponsable reculant ainsi les perspectives d'adhésion à l'Europe aux « calandres grecques ». D'autres choses seront reprochées à l'Ukraine comme la lutte contre la corruption ou les réformes économiques qui n'avancent pas mais il semble que le positionnement face à la Russie soit la raison première. Pour l'adhésion à l'OTAN, 2 problèmes se sont posés. Tout d'abord l'hostilité de la population dans son ensemble à cette adhésion (voir Question Inter N° 45 Ukraine « La présidence Ianoukovitch ») qui y voit une source d'hostilité avec la Russie qui pourrait être évitée. Ensuite la position de la Russie qui montre maintenant qu'elle peut intervenir militairement s'il le faut (Intervention en Géorgie en 2008) si ses intérêts sont menacés. M. Medvedev déclare dans une intervention vidéo en mai 2009 « La Russie juge inacceptable de laisser l'Otan déployer des structures militaires de l'alliance à ses frontières ». C'est un point qui est non négociable par les autorités russes et qui est semble-t-il très bien compris par les généraux de l'OTAN puisque jusqu'à aujourd'hui l'Ukraine n'est toujours pas membre de l'OTAN.

Sur le plan intérieur c'est dans une politique nationaliste anti russe que le gouvernement s'est lancée. On déboulonne les statuts issus de la période soviétique, les noms de rues sont changés, la langue ukrainienne est déclarée langue nationale alors que jusqu'à maintenant le russe et l'ukrainien étaient considérés à égalité (les deux langues étant parlées par une grande majorité de la population). L'Holodomor est commémoré et les héros de la lutte nationale de la deuxième guerre mondiale sont statufiés.

Ce positionnement essentiellement pro-occidentale va donc être rejeté aux élections présidentielles de 2010. Viktor Iouchtchenko obtient 5,5% des voix. Cette élection met donc en opposition au deuxième tour Viktor Ianoukovitch face à Iouila Timochenko. Suivant Question Internationale N°45, leur programme sont peu précis mais avec de grandes similitudes. Pour l'un ne pas apparaître trop pro-russe et pour l'autre ne pas apparaître trop pro occidentale. L'élection se déroule cette fois sans tricherie. Ianoukovitch est élu avec 48,9 % des voix (avec 70% de participation).

## Sous Ianoukovitch

Ianoukovitch au pouvoir se lance alors en premier lieu dans une « dérive autoritaire » en modifiant la constitution afin de renforcer le pouvoir du président. Il fait enfermer ou poursuivre ses opposants politiques dont Iouila Timochenko (emprisonnée en 2011). Il met

aussi très rapidement de côté son rapprochement avec l'Union Européenne, promesse de campagne électorale dans laquelle l'adhésion à l'Union Européenne était toujours le but de l'Ukraine. Par contre il renforce ses liens avec la Russie. En échange d'une réduction de 30% sur le prix du gaz, le bail de la Russie sur la base navale de Sébastopol est prolongé de 25 ans. L'adhésion à l'OTAN est neutralisée en faisant adopter par le parlement une position « Hors blocs » inscrite dans la constitution. Il revient sur l'Holodomor qui n'est plus considéré comme un génocide, un monument à la gloire de Staline est inauguré à Kiev, les troupes russes défilent avec les troupes ukrainiennes lors des commémorations, les chaînes russes de télévision retrouvent leur place qu'elles avaient perdues. Dans le domaine économique, des accords sont signés avec la Russie dans le domaine de l'aéronautique, du nucléaire civil, de l'énergie et des transports. Un consortium gazier est créé défini comme stratégique par les deux parties. C'est un virage à 180° du gouvernement ukrainien par rapport à son prédécesseur mais il trahit aussi sa promesse électorale qui était de maintenir son rapprochement avec l'Union européenne. L'attitude politique de Ianoukovitch ressemble à celle d'Erdogan en Turquie qui pour accéder au pouvoir mettait en avant l'adhésion à l'Europe ratissant ainsi largement dans l'électorat. Ensuite installé au pouvoir, faisant modifier la constitution pour s'arroger les pleins pouvoirs pour islamiser la société. Ianoukovitch a trahit une partie de son électorat qui avait voté pour lui pensant qu'il aurait une ligne politique médiane ne privilégiant aucun des deux camps occidental et russe. Cette trahison va lui revenir de plein fouet en 2014 avec la révolte de Maïdan à Kiev.

## La Révolte de Maïdan ou l'Euro-Maïdan de 2014 et ses conséquences

Fin octobre 2013, le FMI se déplace à Kiev. Le pays est complètement endetté par 3 entités que sont le FMI, l'Union Européenne et la Russie. Le pays est en rupture de paiement. Il est endetté par les différents prêts du FMI depuis 1992 et qui se sont accélérés avec la crise de 2008. Il est aussi endetté par l'intermédiaire de son opérateur public gazier Naftogaz auprès de Gazprom, son homologue russe, pour plus de 3 milliards de dollars (Monde Diplo juillet 2014).

Le FMI met sur la table un prêt de 10 à 15 milliards de dollars en contrepartie de mesures d'austérité qu'une fois encore le gouvernement ukrainien doit prendre contre la population : augmentations significatives des prix du gaz et du chauffage pour les ménages, réduire les dépenses de l'État, et laisser flotter la monnaie nationale dont le taux de change est surévalué. Si le plan du FMI est accepté par le gouvernement ukrainien, la Commission Européenne annonce qu'elle rajoutera 840 millions de dollars supplémentaires.

Il semble que deux principales raisons empêchent Ianoukovitch d'accepter les conditions du FMI. Tout d'abord les élections présidentielles doivent avoir lieu dans moins d'un an, les conditions du FMI lui mettraient la population à dos. Ensuite, l'augmentation du prix du gaz pénaliserait l'industrie du Donbass dont son clan et lui-même sont possesseurs.

Le 21 novembre, dans un premier temps, il suspend l'accord d'association avec l'Union Européenne (ALECA, Accord de Libre Échange Complet et Approfondit) après une visite à Vladimir Poutine à Sotchi en Russie. Cet accord s'adressait à l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, La Géorgie, et l'Azerbaïdjan mais écartait la Russie depuis la guerre du gaz de 2006. Cet accord est bien sûr combattu par la Russie qui oppose alors son Union Économique Eurasiatique qui regroupe d'anciennes républiques de l'ère soviétique. Au moment où le FMI débarque en Ukraine, Le choix n'a pas encore été fait par l'administration ukrainienne de signer dans l'une ou l'autre des zones économiques. Les capitalistes ukrainiens sont partagés entre deux tendances : Ceux de l'agroalimentaire qui sont

favorables à L'ALECA, M. POROCHENKO (le roi du chocolat, futur président), M Andri Veresky qui détient le groupe Kernel, ou bien les géants de la volaille. Et ceux qui sont proche de Iakounovitch, son fils, M. Akhmetov et Dmytro Firtach présent dans les secteurs industriels et miniers et dont les rentes en 2013 dépendent des appels d'offres de l'État, rentes qui seraient menacées par les règles de l'ALECA.

La Russie met alors dans la balance un plan que l'Ukraine va accepter. Un prêt de 15 milliards, une baisse de 1/3 du prix du gaz et l'assouplissement de la dette de Naftogaz, le tout suivant le Monde diplo de juillet 2014 « sans conditions affichées ». C'est un pied de nez et un revers pour le FMI et l'Union Européenne.

C'est cette acceptation du plan russe qui va déclencher l'occupation de la place Maïdan à Kiev au début par quelques milliers de personnes et qui va se nommer Euro-Maïdan. Ce mouvement contrairement à 2004 et la Révolution Orange est complètement spontané sans appel de partis ou d'organisations. Ce sont des journalistes indépendants, des militants de la société civile qui appellent via les réseaux sociaux à se réunir sur la place Maïdan le 21 novembre. Les partis politiques ne feront ensuite qu'être à la remorque du mouvement. Au début, les manifestants ne sont que quelques milliers. Si l'on s'en tient au Monde du 10 décembre 2013 (Ioulia Shukan), « le mouvement se singularise par l'absence de leader unique » et « A défaut d'un chef de file, ce sont les revendications qui fédèrent aujourd'hui les Ukrainiens descendus dans la rue. La perspective européenne, qui incarne à leurs yeux une certaine prospérité économique, mais surtout une démocratie affirmée et un État respectueux des droits des citoyens ». Ce qui est différents par rapport à 2004, c'est que cette fois les forces de l'ordre passent à l'action et répriment durement. On va dénombrer une centaine de morts parmi les manifestants. La répression policière contrairement à l'effet escompté par le gouvernement, va amplifier le mouvement rassemblant des centaines de milliers de personnes à Maïdan et des manifestations quasi-quotidienne à travers tout le pays. La revendication qui est mis en avant maintenant par les manifestants est le départ de Ianoukovitch. C'est sa personne et son système qui sont rejetés par une partie importante de la population. Victor Ianoukovitch est obligé sous la pression de la rue de quitter le pouvoir et le pays le 22 février 2014, se réfugiant à Moscou. L'appareil d'État ukrainien (police, armée) mais aussi les oligarques l'ayant laissé tomber. Les manifestants ont obtenu gain de cause ayant rejeté toutes les propositions des partis politiques de celui de Ioulia Timochenko (libérée de prison), à celui de Svoboda (extrême-droite) de négocier un accord sous pression des dirigeants européens où l'équipe de Ianoukovitch aurait eu encore droit à une place notamment dans un gouvernement provisoire en attendant des élections anticipées.

Les élections présidentielles du 25 mai 2014 amèneront au pouvoir Petro Porenchenko soutenue par L'Union Européenne et les États-Unis qui se sera présenté sans étiquette politique. Il est élu dès le premier tour avec 54 % des voix. Le Parti de Ioulia Timochenko obtient 13% tandis que l'extrême droite SVOBODA n'obtient que 1,16% des voix. Pourtant ce dernier parti était un parti montant obtenant aux législatives de 2012 10,5% des voix et 37 députés au parlement. Mais le discrédit des partis est total, la population les rejette malgré les images de la télévision pendant la révolte de Maïdan qui pouvait laisser croire que l'extrême droite était très forte et surtout populaire.

Après le départ du pouvoir de Ianoutchenko, c'est au sud du pays que les événements s'accroissent. Tout d'abord en Crimée où des manifestations pro-russes sont organisés dans la capitale Simferopol. Des heurts éclatent entre manifestants pro-russes et pro-nouveaux pouvoir ukrainien. Durant le week-end du 1<sup>er</sup> et 2 mars 2014, des

manifestations pro-russes sont organisées dans le sud du pays, s'attaquant aux bâtiments officiels. En Crimée, les manifestants en appellent à l'armée russe contre les autorités de Kiev. L'armée russe se déploie sur le territoire. L'opération d'ensemble semble très bien préparée. Après un référendum tenu le 16 mars plébiscité de 96% de oui, la Crimée est rattachée à la Russie. Malgré les protestations des occidentaux, de la menace de sanctions économiques contre la Russie, de menaces sur le blocage de comptes bancaires de dirigeants russes et de dirigeants de Crimée, Vladimir Poutine reste inflexible. Le départ de Ianouchenko est considéré comme une bataille perdue et une humiliation par les russes. Le nouveau pouvoir qui s'installe en Ukraine étant pro-européen, les russes pensent que la base de Sébastopol peut finalement leur être retirée si le bail est annulé. Ensuite, en avril 2014, c'est au tour de deux régions du Donbass de proclamer leur sécession et de se proclamer La République Populaire de Donetsk (RPD) et la République Populaire de Lougansk (RPL).

Le nouveau pouvoir organisé autour du Président Porochenko n'ayant pas les moyens de se lancer dans un conflit en Crimée dans lequel il aurait à affronter directement l'armée russe, il décrète la mobilisation générale pour aller reconquérir le Donbass. Jusqu'à aujourd'hui plus de 350 000 hommes et femmes ont été mobilisés. Jusqu'en juin 2015, la mobilisation a été obligatoire ensuite c'était au volontariat. Ce volontariat permettant d'intégrer les nationalistes les plus radicaux comme ceux des milices d'extrême-droites présentent sur la place Maïdan. Mais faire une guerre ne s'improvise pas surtout avec des soldats jeunes, non préparé et pour le cas des mobilisés, pas forcément enthousiaste. Après les victoires du début, l'arrivée dans l'autre camp d'armement russe, de miliciens russes et miliciens d'autres républiques pro-russes a changé le rapport de force stabilisant jusqu'à aujourd'hui la ligne de front aux frontières des deux Républiques. Un article du 20 avril 2019 du Monde décrit cette situation de tous ces anciens combattants qui se retrouvent dans toutes les villes d'Ukraine et qui sont perçu comme une menace pour le reste de la société n'arrivant pas à retrouver une place dans la vie sociale.

C'est que le nouveau pouvoir en s'engageant dans la guerre du Donbass, s'est parallèlement réengagé auprès du FMI à accepter ses conditions en échange d'un prêt de 27 milliards de dollars et réengagé auprès de l'Europe en signant l'accord d'association de 2014 débloquent ainsi 11 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Ces conditions ont été celle que justement son prédécesseur avait refusées, augmentation de 50% du prix de l'énergie, flottement de la monnaie, réforme de l'État etc... C'est une fois de plus les conditions de vie qui se détériorent pour la population la plus pauvre du pays.

Porochenko qui est un milliardaire possédant la société Roshen (15<sup>ème</sup> plus grosse confiserie mondiale) et plusieurs fois ministre dans les gouvernements précédents, s'est fait élire en partie sur son programme économique qui consistait à dire qu'il pouvait faire passer tous les salaires au minimum à 436 euros en justifiant qu'il avait fait dans son entreprise « Si on l'a fait pour 45000 employés, on peut le faire pour 45 millions d'Ukrainiens » (Le Monde 23 mai 2014). Sauf que cette propagande démagogique a convaincu des électeurs de voter pour lui « au nom de ses qualités de managers ». Et puis il y a dans l'idée « qu'un milliardaire ne sera pas tenté de faire de l'Ukraine son portefeuille personnel » (Le Monde 22 mars 2018). Aujourd'hui le salaire moyen en Ukraine suivant le site de France Diplomatie est de 220 dollars US soit environ 200 euros. Un des moyens pour la population laborieuse du pays de trouver du travail est l'immigration. 3 millions d'ukrainiens travailleraient de façon permanente à l'étranger (dont 2 millions en Pologne) et 7 à 9 millions qui partent pour travailler quelques mois par an à l'étranger (RFI 28 mars 2019 « Pourquoi les Ukrainiens

continuent à quitter leur pays ? »). L'Ukraine est ainsi devenue grâce à l'Europe qui a exempté les ukrainiens de visa pour l'Espace Schengen, un véritable réservoir de main d'œuvre à bon marché et de surcroît qualifié.

Porochenko a été le bon élève de l'occident et des institutions internationales en appliquant les recettes du FMI et des institutions européennes pour faire porter le poids des réformes par la population. Mais ces réformes, il ne les a pas appliquées pour lui-même. Ses affaires ne vont cesser de prospérer et il va être mis en cause dans le scandale des Panama Papers en avril 2016, s'étant servi de sociétés offshores pour « planquer son fric ». Il avait aussi prévu dans ses promesses électorales de démissionner des affaires de son groupe et de revendre ses parts pour qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts entre le président et sa société. Il ne le fera pas. Au contraire, il va se servir de sa place pour installer ses proches à tous les échelons du pouvoir, prenant ainsi le contrôle des entreprises publiques.

Dans sa lutte contre la Russie, Porochenko et son gouvernement se sont lancés dans un vaste programme d'ukrainisation de la société. Il a poursuivi la campagne de débaptisations des villes à consonance russe, changer les noms des rues, des fleuves. Les radios et chaînes de télévision sont obligés de diffuser 75 % de leur programme en ukrainien. L'ukrainien est imposé dans les établissements du secondaire. La langue ukrainienne devient obligatoire pour tous les fonctionnaires.

Cette politique nationaliste est la continuation de la guerre menée contre les deux républiques sécessionnistes du Donbass. La politique du gouvernement ukrainien consiste à créer un point de non-retour nationaliste contre la Russie tentant de couper les liens qui pourraient relier les populations russes et ukrainiennes. Cette politique, en plus du blocus économique, va jusqu'à supprimer les droits à la retraite de ceux qui vivent actuellement en Crimée et dans le Donbass. C'est une politique irresponsable qui pousse finalement ces populations à se tourner exclusivement vers la Russie.

## Le « démagisme » politique en Ukraine (2019)

Alors que pense la population ukrainienne du bilan de ces hommes politiques ? C'est difficile de le savoir. Un des moyens pour le mesurer, sont les élections qui restent un des thermomètres fiables de l'opinion. Et pour Porochenko et son équipe, la sanction va se produire dans les urnes en mai 2019.

Aux élections présidentielles de mai 2019 Volodymyr ZELENSKY est élu au deuxième tour avec 73,2 % des voix et son parti politique « Serviteur du Peuple » obtient 255 sièges sur 450 à la Rada (le parlement ukrainien) aux élections législatives. Le « démagisme » politique est passé même en Ukraine.

Zelensky est apparu sur la scène politique le 31 décembre 2018 lorsqu'il annonce sa candidature. Contrairement aux anciens dirigeants qui venaient de l'ancien monde soviétique ou du monde économique (qui sont en fait les mêmes), lui vient du monde médiatique. Il est célèbre en Ukraine pour avoir été l'acteur de la série « Honneur et Patrie » qui va devenir le nom de son parti politique. Cette série suivie par 20 millions de téléspectateurs raconte l'histoire d'un professeur qui devient grâce aux réseaux sociaux (notamment You Tube) président de la République en Ukraine. Eh bien la réalité sera plus forte que la fiction.

Il est là « pour casser le système ». Durant sa campagne, comme dans la série, il ne donne pas d'interview aux journalistes, il ne communique que par les réseaux sociaux. Il a 41 ans, ce qui lui attire le vote des plus jeunes. Il est juif et ne cache pas sa confession comme il

assume le soutien du milliardaire des médias ukrainien, Mr Kolomoïsky juif lui aussi. Il casse les codes en vigueur et aussi les préjugés voulant voir une population ukrainienne antisémite.

Son programme met en avant la lutte contre la corruption, le cessez le feu dans le Donbass en ouvrant les négociations avec la Russie sur la base des accords de paix de Minsk de février 2015, un référendum sur l'adhésion à l'Otan (Adhésion voulue par une partie des élites mais pas par une grande partie de la population), cesser l'ukrainisation linguistique et culturelle, revenir sur l'arrêt des versements des pensions pour les retraités vivant en Crimée et dans les 2 républiques du Donbass.

Zelinsky va réaliser ses meilleurs scores électoraux dans le sud du pays où la population est plus russophone et surtout où l'hostilité à la guerre du Donbass grandit. Suivant le Monde du 24/09/2019, « 71,5 % des ukrainiens font d'un cessez le feu durable dans la région, une priorité absolue, avant même l'amélioration du niveau de vie ».

Il est possible qu'il y ait une solution de paix trouvée dans le Donbass grâce au rapprochement voulu entre l'Europe et la Russie par une partie des dirigeants européens dont Macron est le chef de file. La Russie pourrait alors faire descendre la pression militaire dans la région en échange de la levée des sanctions économiques imposées en 2014 suite à l'annexion de la Crimée. Officiellement, Poutine n'a pas reconnu l'existence des deux républiques laissant ainsi une porte de sortie dans une future négociation en laissant ces deux régions revenir dans le giron de l'Ukraine avec un statut particulier d'autonomie. Tout est possible. Mais une chose est sûre, c'est que l'avenir de la population de toute cette région de l'est de l'Europe est soumis pour l'instant à la politique internationale de ces deux puissances que sont l'Union Européenne et la Russie.

LE 15/09/2019

CARTE UKRAINE (Monde diplomatique Avril 2014)



AGNÈS STIENNE